



Note de réflexion

Mobiliser l'investissement pour une croissance durable et inclusive du tourisme

2-3 octobre 2017
OCDE, Paris

■ Contexte

Cette note contient des informations de fond relatives à la réunion de haut niveau sur les politiques de tourisme pour une croissance durable et inclusive organisée à l'OCDE les 2 et 3 octobre 2017. Cette réunion rassemble des ministres, des responsables politiques de haut niveau et des dirigeants d'entreprise pour examiner les moyens de mettre en place une croissance du tourisme plus durable et inclusive.

L'événement marque la 100e édition du Comité du tourisme et soutient le futur ordre du jour politique des pays membres et partenaires de l'OCDE. Il vise à mettre en exergue les avancées majeures faites dans la mise en œuvre de politiques et de programmes efficaces dans le tourisme, et à faciliter un débat ouvert entre les pays sur les objectifs stratégiques à long terme pour le développement du tourisme. Son objectif est également de favoriser une approche gouvernementale intégrée sur le tourisme résolument tournée vers l'avenir.

Plus d'informations : oe.cd/tourism

■ À propos de l'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) offre aux gouvernements un forum où ils peuvent comparer et partager leurs expériences, identifier les bonnes pratiques face aux nouveaux défis, et promouvoir des décisions et des recommandations pour élaborer de meilleures politiques pour une vie meilleure. La mission de l'OCDE est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde.

■ À propos du Comité du tourisme

Le Comité du Tourisme, créé en 1948, est un forum d'échanges sur les politiques suivies et les changements structurels qui influent sur la croissance du tourisme domestique et international, dans une optique de développement durable.

Mobiliser l'investissement pour une croissance durable et inclusive du tourisme

Cette session examinera les approches suivies par les pouvoirs publics pour mieux mobiliser et cibler l'investissement dans le tourisme, stimuler la croissance et optimiser les retombées économiques et sociales générées par le secteur du tourisme. Selon le *Cadre d'action pour l'investissement de l'OCDE*, un climat favorable à l'investissement devrait profiter à l'ensemble des entreprises, grandes ou petites. Le cadre d'action devrait également accroître les avantages, en matière de développement, de toutes les formes d'investissement, y compris dans le tourisme. Tirer le meilleur parti de l'investissement public est également une priorité. La *Recommandation du Conseil de l'OCDE pour un investissement public efficace entre niveaux de gouvernement* offre un cadre favorisant des choix d'investissement et des programmes de mise en œuvre judicieux et favorables à la croissance.

L'investissement est essentiel pour que le secteur du tourisme soit compétitif

La croissance des flux touristiques a nécessité de réaliser des investissements dans les infrastructures aussi bien qu'elle a été facilitée par ces investissements, permettant de transporter les visiteurs de leur point d'entrée jusqu'à leur destination, et autour de celle-ci, de les prendre en charge pendant leur voyage et de leur proposer des installations de restauration, de loisirs et autres. Ces investissements sont pour l'essentiel financés par le secteur privé (hôtellerie, installations de loisirs par exemple). Les investissements publics par tous les niveaux de gouvernement jouent également un rôle décisif, par exemple pour permettre l'accès aux ressources naturelles et culturelles, et à condition d'être bien gérés, ils peuvent servir de catalyseur pour l'investissement privé.

La recherche d'investissements dans le tourisme est devenue une activité hautement concurrentielle dans de nombreux pays, compte tenu de la capacité du tourisme de contribuer au développement économique, à quoi s'ajoutent les contraintes qui pèsent sur les budgets publics et la pénurie de capitaux à investir. L'investissement privé est essentiel pour que le tourisme puisse contribuer au développement économique, et les pays se tournent de plus en plus vers des investisseurs étrangers susceptibles d'apporter les capitaux requis pour développer le tourisme.

Stimuler les investissements dans le tourisme demeure une priorité dans de nombreux pays, car la nature et l'intensité des flux de visiteurs, et leur impact, sont largement déterminés par la disponibilité d'infrastructures. Une insuffisance d'investissements dans des infrastructures de qualité peut être un obstacle au développement des destinations touristiques et des entreprises. La nature et les caractéristiques exactes de cet investissement, les infrastructures qu'il crée et les flux touristiques qu'il favorise ont des conséquences économiques, environnementales et sociales.

L'investissement public et privé peut renforcer l'attractivité et la compétitivité d'une destination, tout en soutenant les PME et le développement local. Il peut également changer une destination de manière fondamentale, influencer sur son image de marque, et mettre en tension son environnement naturel et le milieu local. Aussi, des politiques actives sont nécessaires pour accroître le niveau, la qualité et l'efficacité des investissements dans le tourisme, et promouvoir une croissance inclusive et durable.

Cibler l'investissement pour mieux gérer la croissance du tourisme

L'essor rapide du tourisme ouvre de nouvelles opportunités dans de nombreux pays, mais s'accompagne aussi de nouveaux défis. L'investissement peut s'avérer déterminant pour gérer cette demande touristique grandissante de façon durable. La progression forte et constante des flux touristiques mondiaux pèse sur les infrastructures disponibles et accroît le besoin d'investissements supplémentaires capables de résorber les goulots d'étranglement du côté de l'offre. La recherche du bon équilibre entre l'offre et la demande touristiques est devenue l'une des grandes priorités de nombreux pays : au niveau national, régional et local, par sous-secteur d'activité et par segment du marché.

La progression en volume s'accompagne de modifications des caractéristiques de la demande et des comportements des voyageurs. La concurrence s'accroît entre destinations et en leur sein, et on observe une tendance croissante à élaborer et proposer des expériences touristiques uniques et de grande qualité à des consommateurs de tourisme plus divers et exigeants. Des tendances plus vastes ont également des répercussions : évolutions technologiques, passage au numérique, contexte économique et questions géopolitiques et sécuritaires, et adoption progressive de trajectoires de croissance plus vertes. De nouvelles forces remodelent le paysage mondial de l'investissement, notamment l'émergence de nouveaux grands investisseurs tournés vers l'extérieur tels que la Chine, la diffusion des chaînes de valeur mondiales et la montée du protectionnisme.

L'offre d'infrastructures touristiques (et de services connexes) devra s'étoffer et s'adapter pour répondre à ces tendances et évolutions, et s'ouvrir aux nouvelles opportunités de croissance. Des investissements de qualité seront également nécessaires afin de gérer la croissance prévue de manière durable et inclusive. Il faudra pour cela réaliser suffisamment d'investissements pour préserver, actualiser et moderniser l'offre touristique existante et pour développer de nouveaux produits, traiter les insuffisances infrastructurelles, innover et tirer parti des futures opportunités de croissance. Ces investissements devront être bien ciblés et centrés sur des besoins d'investissement prioritaires en phase avec les objectifs du tourisme et de l'action publique en général, dans l'optique de maximiser leur rentabilité, d'éviter les problèmes liés à des surcapacités ou des sous-capacités, et de contribuer au développement urbain et rural ainsi qu'à la réalisation d'autres objectifs économiques, environnementaux et sociaux.

Des politiques en faveur d'investissements de meilleure qualité pour le tourisme

Les autorités nationales répondent à ces tendances et à ces défis par différentes initiatives visant à renforcer le contexte de l'investissement et à améliorer la qualité des investissements dans ce secteur. On citera l'élaboration de stratégies d'investissement dans le tourisme (Australie, Irlande), la création d'un fonds d'équipement dédié et la mise en place de schémas d'investissement pilotés par l'État destinés à mobiliser des capitaux à long terme pour le tourisme (France, Nouvelle-Zélande), des aides dédiées à la

promotion et à la facilitation des investissements dans le tourisme (Finlande), des modifications du cadre réglementaire destinées à faciliter les affaires (Israël), des incitations fiscales en faveur de l'investissement privé (Philippines), ainsi que des initiatives en faveur d'investissements verts visant à promouvoir des pratiques plus durables dans le secteur (Mexique).

Les responsables publics doivent mieux comprendre les tendances de l'investissement dans le secteur, ainsi que les obstacles, barrières et défis que rencontrent différentes parties prenantes (publiques ou privées, étrangères ou nationales, grandes ou petites, avec différents modèles d'activité et structures d'actionariat et provenant de différentes branches du secteur du tourisme). Il faut aussi réunir davantage de renseignements sur les politiques efficaces et cohérentes, afin de relever le niveau et la qualité des investissements dans le secteur, de promouvoir un meilleur emploi des deniers publics, d'augmenter les investissements privés et d'aider les destinations à passer à un développement bas carbone.

Des facteurs très divers influent sur le choix du lieu, de la date et du montant de l'investissement, y compris le retour sur investissement potentiel, le processus d'investissement, le coût et la facilité de faire des affaires. Parmi les autres facteurs déterminants, on peut citer : le contexte général de l'action publique, la situation macroéconomique et l'environnement des entreprises (cadres juridique, réglementaire et d'aménagement, règles et procédures, par exemple) ; l'existence de stratégies, de données du marché et de plans de croissance concernant le tourisme ; les activités de promotion et de facilitation de l'investissement ; le dispositif de gouvernance ; les capacités en termes de ressources humaines ; et les initiatives prises pour encourager une conduite responsable des entreprises et la croissance verte.

Questions à débattre

- Quels sont les principaux obstacles et défis de l'investissement dans le tourisme ?
- Quelles sont les initiatives inédites et les bonnes pratiques en matière d'investissement dans le tourisme, y compris les méthodes visant à optimiser les interventions et à mesurer leur impact ?
- Comment tirer le meilleur parti de l'investissement public dans le tourisme à l'échelon national, régional et local, de la conception à la mise en œuvre, et mobiliser l'investissement public pour stimuler l'investissement privé ?
- Quelles mesures le secteur privé peut-il prendre pour répondre aux nouveaux besoins en matière d'investissement dans le secteur du tourisme, et renforcer la contribution du tourisme à l'économie ?
- Quels sont les leviers que les pouvoirs publics peuvent actionner pour maximiser le rendement des investissements dans le tourisme dans l'intérêt des personnes, des entreprises, des territoires et de la société dans son ensemble ?

Références

- OCDE (2017), *Tourism Policy Review of Mexico*, Éditions OCDE, Paris.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264266575-en>
- OCDE (2016), *Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2016*, Éditions OCDE, Paris.
<http://dx.doi.org/10.1787/tour-2016-fr>
- OCDE (2015), *Cadre d'action pour l'investissement, édition 2015*, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235441-fr>
- OCDE (2017), Subnational governments in OECD countries: key data
<http://dx.doi.org/10.1787/region-data-en>
- OCDE (2014), *Recommandation du Conseil de l'OCDE pour un investissement public efficace entre niveaux de gouvernement*,
<http://www.oecd.org/fr/regional/politique-regionale/Principes-investissement-public.pdf>

www.oecd.org/cfe/tourism



Suivez-nous sur Twitter @OECD_Local

